



**Arrêté portant délégation de signature à
M. Arnaud LAURELUT
Chef de service de Police municipale
n° ARSG-2026-03**

Le Maire de la Commune de La Ravoire,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2122-19 ;

VU le procès-verbal du Conseil Municipal en date du 20 mars 2026, relatif à l'élection du Maire de la Commune de La Ravoire ;

CONSIDERANT que conformément aux dispositions de l'article L.2122-19 le Maire peut donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services communaux ;

ARRETE

Article 1 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Arnaud LAURELUT, Chef de service de la Police municipale, à l'effet de signer les bons de commande pour les dépenses de fonctionnement suivantes, à hauteur maximum de 1 000 € TTC par bon :

- Fournitures, produits et consommables divers en rapport avec le fonctionnement du service de Police municipale

Article 2 :

Madame la Directrice Générale des Services est chargée de l'application du présent arrêté qui sera publié et notifié à l'intéressé selon les règles en vigueur. Ampliation en sera transmise à Madame la Préfète de la Savoie et à Monsieur le Comptable public assignataire. Les dispositions du présent arrêté sont applicables une fois ces formalités accomplies.

Hôtel de Ville
Boite Postale 72
73491 LA RAVOIRE Cedex
Tél. 04 79 72 52 00
Fax 04 79 72 74 84
www.laravoire.fr

Date de publication : 08.04.2026

Accusé de réception en préfecture
073-217302132-20260331-ARSG-2026-03-A1
Date de télétransmission : 07/04/2026
Date de réception préfecture : 07/04/2026

Fait à La Ravoire, le 31 mars 2026

Le Maire,
Alexandre GENNARO



Pour notification et légalisation de signature,
Le

Arnaud LAURELUT,
Chef du service de Police municipale.

Le présent arrêté, à supposer que celui-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Grenoble (2 Place de Verdun, Boîte Postale 1135, 38022 Grenoble Cedex) ou d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.